



Nature	Ouvrage papier
Titre	Rue d'aubagne récit d'une rupture
Auteurs	Karine Bonjour
Date de publication	2019
Nombre de pages	212
Pays	Fr
Editeur	Éditions PARENTHÈSES
Lien internet	www.ruedelechiquier.net
Lieu de consultation ou mode d'accès	https://www.editionsparentheses.com/Rue-d-Aubagne

Note argumentaire de la contribution

La documentariste marseillaise Karine Bonjour a compilé textes, articles de presse, photographies, commentaires sur les réseaux sociaux, pour dire la réalité du drame après l'effondrement des immeubles le 5 novembre 2018.

Ce livre raconte la sidération, l'effondrement, l'impuissance, l'émotion et le réveil qui l'a suivi. Marseille deuxième ville la plus peuplée de France, abrite le parc immobilier les plus dégradés du pays. Le 5 novembre 2018 les immeubles 65 et 63 rue d'Aubagne s'écroulent alors que l'état d'insalubrité était connu et dénoncé depuis 2016. La conséquence de cette déflagration est de huit morts, 1100 marseillais évacués et 277 immeubles qui seront jugés en situation de péril.

Il raconte également les multiples mesquineries administratives et l'indigne communication de l'équipe municipale auxquelles les victimes ont été confrontées. Ce communiqué de presse évoquant, dans un premier temps, les « fortes pluies » comme cause potentielle des effondrements. Ce Tweet du compte officiel du maire, Jean-Claude Gaudin, se disant lui et son équipe, « *effondrés* » après le drame, mais aussi ces courriers d'assureurs imposant le retrait de la garantie « *effondrement* » aux habitants de la rue d'Aubagne, sous peine de résiliation de leurs contrats. Les habitants continuent de payer leurs prêts immobiliers, seulement cinq nuits d'hôtel ont été prises en compte par leurs assurances.

Une tragédie collective, des vies suspendues, le refuge dans des hôtels, une gestion inhumaine de cette situation d'extrême détresse sont les témoignages de cet ouvrage, mais aussi ses magnifiques solidarités, l'organisation des mobilisations et la colère qui l'accompagne encore.

Mots-clés

05 NOVEMBRE 2018 – ÉFFONDREMENT DE DEUX IMMEUBLES – INSALUBRITE – LUTTE SANS FIN CONTRE L'HABIAT INDIGNE – MARCHANDS DE SOMMEIL – MARSEILLE – MOBILISATION – NOIALLES – POLITIQUE DE L'HABITAT – RELOGEMENT PROVISOIRE – RUE d'AUBAGNE – SIDERATION – SITUATION D'EXTREME DETRESSE –SITUATION DE PERIL -SOLIDARITE – TÉMOIGNAGES – VICTIMES –

GÉNÉRIQUE

PROLOGUE	10
1 05/11/2018	15
2 VICTIMES	35
3 ÉVACUATIONS	63
4 SOLIDARITÉ	89
5 MOBILISATION	107
6 FONDTIONS	141
7 MANIFESTE	185

DES ENFANTS DÉLOGÉS ÉCRIVENT À MARTINE VASSAL

Près de quatre mois après l'effondrement de deux immeubles rue d'Aubagne à Marseille, plusieurs enfants de familles logées à l'hôtel ont écrit à Martine Vassal. Sur des feuilles de cahier, ils réclament un vrai logement et décrivent les conditions de vie difficiles pour eux et leur famille. Ces enfants ont le soutien de l'association Marseille en colère qui avait déjà donné la parole aux petits Marseillais à propos du délabrement de certaines écoles de la ville.

« Ça fait déjà trois mois et demi qu'on est à l'hôtel, écrit Ilias, 10 ans. On n'en peut plus. On a besoin d'une vie normale comme les gens normaux. » Le 23 novembre, sa famille a dû quitter son appartement du quartier Baille, dans un immeuble sous le coup d'un arrêté de péril imminent.

Dans un autre courrier adressé à la présidente LR du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône de la métropole Aix-Marseille-Provence, un jeune de 17 ans explique qu'il est victime de harcèlement dans son lycée. « Quand les autres ont appris que je vivais à l'hôtel, ils ont commencé à se moquer de moi, raconte Kennit. On me dit que je suis un étranger parce que je ne vis plus dans un appartement. » L'adolescent affirme avoir déjà fait plusieurs tentatives de suicide et refuse d'aller en cours.

L'association Marseille en colère affirme suivre quatre-vingt-cinq familles délogées. Elle a suggéré à leurs enfants d'écrire à Martine Vassal après un incident dans un hôtel le week-end dernier. « Une dispute a éclaté entre une maman et son fils, raconte Kaouther Ben Mohamed, la fondatrice de l'association. Il l'a frappée devant tout le monde en hurlant qu'il n'en pouvait plus. Le jeune a reproché à sa mère de ne pas le protéger. C'est terrible. »

L'association estime que c'est à la présidente du département d'assumer la protection des mineurs. Et le maire de Marseille ? « Il est trop vieux pour comprendre », dit sans plaisanter Kennit.

DAVID AUSSILLOU
FRANCE BLEU PROVENCE, 22 FÉVRIER 2019

3000 délogés
des centaines de mineurs à la
**martine
vassal**
s'en fout totalement



« CETTE CATASTROPHE AURAIT PU ÊTRE ÉVITÉE »

La question qui se pose aujourd'hui c'est de savoir si Jean-Claude Gaudin peut rester maire de Marseille. Et, quand on pose la question, on suggère la réponse.

Pourquoi on pose la question ?

Parce que tout le monde a le sentiment que cette catastrophe aurait pu être évitée.

Mai 2015, il y a plus de trois ans, un rapport remis au ministre du Logement — Gouvernement Valls à l'époque — explique que 40 000 logements sont insalubres à Marseille et qu'ils menacent la sécurité de 100 000 habitants sur 800 000. Un habitant sur huit à Marseille vit en danger à cause des bâtiments. Le rapporteur dit : « C'est la pire des situations en Europe, rapporté à une grande ville. »

Ce n'est pas un constat mince, ça.

Ce rapport date de mai 2015.

Jean-Claude Gaudin est maire de Marseille depuis mars 1995, donc vingt ans avant que le rapport ne soit édité. Peut-être que la situation du logement était dégradée avant que Jean-Claude Gaudin arrive à la mairie de Marseille. Mais ce constat — le rapport — montre que, pendant vingt ans, la situation ne s'est pas arrangée. Donc elle s'est détériorée. Et la première responsabilité de Jean-Claude Gaudin elle est là.

Ce rapport de mai 2015 est confidentiel. C'est la presse qui le dévoile, mercredi dernier, deux jours après l'effondrement des immeubles. Mais ce rapport a été transmis en mai 2015 à la mairie de Marseille.

Que fait la mairie de Marseille de ce rapport ? Elle muscle — on l'a appris récemment — son service communal d'Hygiène qui est chargé de l'insalubrité.

Et, comme les pouvoirs publics ont la Ville de Marseille à l'œil, au printemps 2018 — donc il y a quelques mois — l'Agence régionale de santé fait un audit de ce service communal d'Hygiène.

Et que dit cet audit, dévoilé par le journal *Le Monde* vendredi dernier ?

Il dit que le personnel recruté n'est pas compétent, ne connaît pas les problèmes d'insalubrité et, plutôt que de régler les dossiers, les classe et laisse la situation empirer. Ça, c'est la deuxième raison pour laquelle la responsabilité de Jean-Claude Gaudin est gravement engagée. Il est inimaginable — vraiment c'est un déni de démocratie — que le conseil municipal de Marseille continue de fonctionner comme il fonctionne, avec les mêmes gens aux mêmes postes.

Il faut noter l'omerta du monde politique à ce propos.

Julien Denormandie, le nouveau secrétaire d'État ou ministre au Logement : aux abonnés absents.

Laurent Wauquiez — Jean-Claude Gaudin est membre du parti que préside Laurent Wauquiez : il n'a pas dit un mot de la situation.

Martine Vassal préside la Métropole de Marseille. Elle ambitionne de succéder à Jean-Claude Gaudin. Qu'est-ce qu'elle pense de la succession de Gaudin ?

Ce matin, on ne peut être que d'accord avec les manifestants qui, samedi, étaient sous la fenêtre de la mairie. « Gaudin démission ». Ils ont raison.

JEAN-MICHEL APHATIE
EUROPE 1, 12 NOVEMBRE 2018

BENOÎT GILLES, SALUBRITÉ PUBLIQUE

Benoît Gilles avait poussé la porte du 63 rue d'Aubagne en février 2016. Cet immeuble insalubre, propriété de la Ville de Marseille, devait être rénové. Sans que rien ne se passe. Sur la façade, avec le temps, la grande affiche annonçant les travaux avait fini par se décrocher du mur. Le bâtiment était toujours occupé, clandestinement. Il avait raconté ce coiffeur au rez-de-chaussée qui vivotait. L'air à peine respirable, l'odeur des murs moisis. Ses écrits sont consignés sur des pages web de *Marsactu*, un média local marseillais en ligne (marsactu.fr). La série s'appelle « Vivre à Noailles », en trois épisodes. Tout y est. Le quotidien des habitants du quartier, dans la survie. L'incurie de la mairie, le plan d'éradication de l'habitat indigne, qui devait pourtant s'achever il y a deux ans et toujours au point mort.

Le 5 novembre, à 9 heures du matin, l'immeuble du 63 rue d'Aubagne s'est effondré, avec celui du 65 voisin. Huit personnes ont été retrouvées mortes, ensevelies sous les gravats. À dix minutes près, Benoît Gilles, 46 ans, assistait à l'écroulement. Il traverse le quartier tous les matins pour rejoindre la rédac. « Ce matin-là, j'avais levé la tête. Je les regardais, ces immeubles, je me souviens m'être dit : "Tiens, ils ont changé une fenêtre en PVC. Il y a du linge aux fenêtres." » À mesure qu'il raconte, les traits de son visage se tendent. Il bascule en arrière sur sa chaise. Puis se redresse d'un coup les doigts crispés. « Tu donnes l'alarme, tu penses faire œuvre utile en écrivant et, à la fin, il y a des gens qui meurent. À quoi ça sert ce qu'on fait ? Pourquoi on écrit ? » Il me regarde dans les yeux, sa question n'est pas une figure de style, c'est une vraie interrogation sur le sens du métier. « Des personnes sont mortes, putain. Et moi, je suis là à parler à *Libé* aujourd'hui, à *BFM* hier parce que je l'avais écrit deux ans avant. Mais à quoi ça sert ? » À sa colère s'entremêle un autre sentiment : « Le déshonneur d'avoir crié sans être entendu. »

MARIE PIQUEMAL

LIBÉRATION [EXTRAIT], 15 NOVEMBRE 2018

DÉCLARATION DU 23 JUIN

RÉDIGÉE PENDANT LA CONCLUSION COLLECTIVE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE MARSEILLE, ADOPTÉE AU CONSENSUS ET AUX APPLAUDISSEMENTS ENJOUÉS DE LA SALLE.

Les États généraux de Marseille se sont tenus les 21, 22 et 23 juin 2019 à Air-Bel et à la faculté Saint-Charles. Nous nous félicitons, six mois après la signature du Manifeste pour une Marseille, vivante, accueillante et populaire, de l'extraordinaire participation à cet événement. Soixante collectifs, syndicats et associations, un millier de personnes se sont rassemblées. Ce moment est historique.

Le meilleur de ce qu'a produit cette ville s'est réuni et nous prendrons toute notre part dans les luttes que la ville va connaître dans l'année et les années à venir. Nous devons rester mobilisés face aux politiques indignes et meurtrières menées contre notre environnement, nos logements, nos vies, etc. Rien n'effacera le malheur de l'effondrement de la rue d'Aubagne, le 5 novembre 2018. Mais nous avons trouvé l'énergie de nous réunir pour élaborer de quoi non seulement désigner les responsables mais aussi dessiner un avenir désirable pour Marseille. [...]

Nous sommes un pouvoir citoyen, une société civile organisée, et nous interviendrons dans les mois et années à venir pour nous réapproprier des espaces et lieux, mettre au cœur du débat l'expertise citoyenne, porter un programme politique et citoyen, avant, pendant et après les élections... Nous nous sommes redonné confiance pour construire notre Marseille, notre avenir, nos quartiers, notre environnement.

Nous ne sommes pas homogènes, nous sommes divers et en sommes fiers. Nous agissons afin d'approfondir ce processus en invitant de nouveaux collectifs à nous rejoindre et en étant attentifs à ce que tout le monde, notamment les personnes discriminées et néanmoins protagonistes centrales des luttes (femmes, personnes issues de l'immigration, en situation de handicap, habitants de territoires ségrégués, jeunes, personnes migrantes, personnes étrangères et sans droit de vote...), puisse prendre la parole. [...]

Des collectifs sont nés de ces États généraux, notamment pour la culture, ainsi qu'un comité de veille sanitaire. Des documents, chartes, outils de mobilisation, outils numériques, issus de certains ateliers ont été construits et seront rendus publics prochainement.

Nous appelons à ce que des assemblées populaires et citoyennes se tiennent dans les territoires pour organiser et incarner ce pouvoir citoyen.

**ÉTATS GÉNÉRAUX DE MARSEILLE [EXTRAITS]
23 JUIN 2019**

